

# L'agglomération biennoise est de plus en plus romande

**Bilinguisme** Dans l'arrondissement administratif de Bienne, une personne sur trois est francophone, et la tendance est à la hausse. Toutefois, les Communes n'adaptent guère leurs offres.

**Carmen Stalder**  
Adaptation Yvan Wildhaber

En 2021, la ville de Bienne, deuxième plus grande commune du canton de Berne, comptait 55'976 habitants, dont 24'217 personnes sont enregistrées en tant que francophones (43,26%) et 31'759 personnes en tant que germanophones (56,74%). Selon un communiqué du Forum du bilinguisme publié ce printemps, le pourcentage de francophones ne cesse de croître dans la cité seelandaise.

Toutefois, l'augmentation de la part de la population romande n'est pas seulement observable en ville, mais aussi dans l'agglomération. Dans l'arrondissement administratif de Bienne, qui comprend 19 communes, une personne sur trois était déjà francophone à la fin de l'année. Evilard et Macolin (46%), Nidau (24%) et Brugg (17%), figurent parmi les communes affichant la plus forte proportion de Romands.

## Evilard, commune bilingue

A Brugg, la proportion de Romands a plus que doublé au cours des dix dernières années. «Cela n'est pas seulement dû à la bonne offre de la commune, mais aussi à sa proximité avec la ville de Bienne», suppose le Maire de la commune, Franz Kölliker. En effet, le village offre une bonne desserte pour les voitures, les transports publics et les cyclistes. Depuis quelques années, il constate en outre que des familles francophones s'installent à Brugg afin que leurs enfants puissent bénéficier d'un enseignement en allemand.

«Certaines familles romandes choisissent délibérément un lieu de résidence où leurs enfants sont scolarisés en allemand, afin qu'ils grandissent dès le départ dans un contexte bilingue», analyse Virginie Borel, directrice du Forum



Matthias Käser

La part de la population francophone ne cesse de croître dans l'agglomération biennoise.

du bilinguisme. Cependant, il existe également des familles qui, lors de la recherche d'un logement, choisissent aléatoirement une commune germanophone – par exemple, parce que de nouveaux appartements viennent d'y être construits.

Dans des localités telles qu'Orpond, par exemple, où de nombreux bâtiments ont été construits ces dernières années, la proportion de romands s'élèvent à environ 15%. Le Maire, Oliver Matti, n'a cependant pas connaissance de l'évolution de ce pourcentage, car aucune statistique n'est tenue à ce sujet. Le Forum du bilinguisme ne dispose pas non plus de données comparatives en dehors des données actuelles de novembre.

**Il est essentiel que les documents officiels soient aussi disponibles en français.**

**Stephan Ochsenbein**  
Secrétaire communal de Nidau

«Nous souhaitons désormais approfondir ce thème et introduire un baromètre linguistique dans les communes», souligne Virginie Borel. De plus, elle souhaite découvrir quels sont les facteurs qui contribuent à l'augmentation de la population romande. Evilard, en plus de la ville de Bienne, se distingue en tant que seule commune officiellement bilingue du canton de Berne. Tous les documents essentiels, l'Infobulletin et la brochure communale, sont rédigés dans les deux langues officielles. Les membres des autorités et le personnel communal sont bilingues, ou maîtrisent très bien les deux langues.

La crèche et l'école à journée continue d'Evilard sont éga-

lement toutes deux bilingues. De plus, à la maison de retraite La Lisière, le français et l'allemand sont couramment parlés. «Dans notre commune, le bilinguisme est une réalité quotidienne. Nous sommes heureux d'avoir obtenu le label du bilinguisme avec la note maximale», déclare fièrement Christophe Chavanne, secrétaire communal.

Du côté de Nidau, une personne sur quatre est francophone. «Il est essentiel que les documents officiels soient également disponibles en français», souligne le secrétaire communal Stephan Ochsenbein. Toutefois, la commune du bout du lac n'a pas toujours fait très bonne impression aux Romands. Le site In-

ternet de la commune n'existe qu'en allemand, et le magazine municipal «Perspektiven» n'est imprimé en deux langues que grâce à une intervention politique. De plus, en 2013, le Conseil de ville avait même décidé de scolariser les élèves romands à Nidau et en allemand, afin d'économiser les frais de scolarité à Bienne. Le PRR s'était opposé avec succès à cette décision par le biais d'un référendum.

Une situation similaire s'est produite à Brugg, mais l'affaire n'a pas été ébruitée. Selon le Maire, la Commune a pris en charge les frais de scolarité jusqu'à il y a quelques années pour que les enfants francophones puissent fréquenter les écoles de Bienne. «Pour des raisons de coûts, cette offre a été supprimée». Si les parents veulent envoyer leurs enfants à l'école francophone, ils doivent donc payer eux-mêmes. Port se montre plus généreux: la commune prend en charge les frais de scolarité à la demande des parents.

## Pas de temps pour les traductions

A l'exception d'Evilard, les communes de l'agglomération sont majoritairement orientées vers une population germanophone. Pour des offres bilingues ou la traduction de tous les documents, Belmont est tout simplement trop petite, explique le maire Matthias Gyax. A Brugg aussi, il n'y a pas assez de ressources pour cela. «Actuellement, nous sommes et restons une commune germanophone», déclare Franz Kölliker. Il ajoute toutefois qu'il faudrait reconsidérer cette pratique si le centre hospitalier s'installait à Brugg.

Ainsi, avec la part croissante de Romands dans la région, il se pourrait bien que les communes de l'agglomération doivent à l'avenir s'orienter davantage vers leur population francophone.

## Exclue des heures d'ouverture prolongées, la vieille ville hausse le ton

**Bienne** Les restaurants de la ville pourront rester ouverts une heure de plus. Cette mesure est bien accueillie par les restaurateurs. En vieille ville, l'incompréhension règne.

Les établissements de restauration du centre-ville de Bienne seront autorisés à ouvrir leur terrasse jusqu'à 1h30 du matin durant les mois de juillet et d'août. C'est une heure de plus que jusqu'à présent. Il s'agit pour l'instant d'un essai pilote qui débutera le 7 juillet. Tandis que l'idée est bien accueillie par les restaurateurs, dans la vieille ville, l'incompréhension règne. Et pour cause, celle-ci n'est pas incluse dans le périmètre de l'essai pilote.

Roland Itten, propriétaire du Café Bar Cecile, a cofondé le

comité qui s'engage pour cette heure supplémentaire. «En été, beaucoup de gens aiment aller au bord du lac, et reviennent ensuite vers 23h pour boire une bière quelque part. Ces dernières années, la situation était devenue stressante, puisqu'il fallait souvent demander aux clients de quitter la terrasse peu de temps après leur arrivée», explique-t-il à TeleBilingue. C'est pourquoi ils ont créé le comité d'intérêt, auquel participent 12 personnes. «Nous avons fait une demande

à la ville et notre requête a été acceptée.»

## Exclus et inquiets

Bien que cette heure supplémentaire soit accueillie favorablement par la plupart des restaurateurs de la cité seelandaise, tous ne veulent pas y participer pour autant. Soit parce que les visiteurs des restaurants ordinaires s'y rendent plutôt en début de soirée, soit parce que les établissements ont déjà du mal à assurer les heures d'ouverture en raison du manque de personnel.

Du côté de la vieille ville, le périmètre dérange. En effet, seule une petite partie du quartier est incluse dans l'essai pilote. «Sur le moment, nous avons été un peu déçus que la vieille ville ne soit pas incluse. Mais en y regardant de plus près, on s'aperçoit que la rue du Canal y figure tout de même», explique Lorenz Struchen, propriétaire du bar à cocktails Twentys et président de la Ligue de la vieille ville de Bienne. «Nous voulons malgré tout essayer de participer tous

ensemble, et nous espérons une décision positive de la police du commerce», continue-t-il. Une requête écrite a été déposée à ce sujet, qui n'a pas encore reçu de réponse.

Lorenz Struchen comprend ceux qui s'inquiètent du bruit. Mais il est certain que le fait que les établissements ferment une heure plus tôt ou plus tard ne joue aucun rôle à cet égard: «Si les visiteurs restent plus longtemps dans les bars et les restaurants, on peut leur demander de rester calmes.» Si la

vieille ville continuait à être exclue de la nouvelle réglementation, le propriétaire du Twentys y verrait un énorme désavantage pour le quartier.

«Il pourrait même arriver que nous ayons finalement moins de clients qu'aujourd'hui, car nous devrions fermer plus tôt que les autres. Il s'agirait d'une concurrence déloyale. De plus, cela isolerait encore plus la vieille ville de la «nouvelle ville», ce que l'on cherche à tout prix à éviter depuis plusieurs années», conclut-il. *dlg*